



ENTREPRISES ET BIODIVERSITÉ

Opportunités pour Natura 2000

LE POINT SUR...

► Pourquoi la conservation de la biodiversité est-elle importante pour les entreprises européennes?



LIFE EN ACTION

► Partenariats avec les PME

PLAN D'ACTION A L'HORIZON 2010

► Les espèces exotiques invasives en ligne de mire

nature



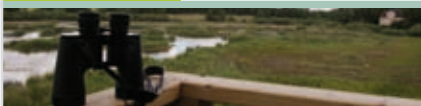
COMMISSION
EUROPÉENNE



environnement

SOMMAIRE

Page 3 > 5



Le point sur...

Pourquoi la conservation de la biodiversité est-elle importante pour les entreprises européennes? 3

Page 6 > 7



Entreprises & Natura 2000

Opportunités pour les entreprises et Natura 2000 6

Page 8 > 9

Baromètre Natura 2000

Page 10



Entreprises & Natura 2000 (suite)

Le rôle des petites entreprises dans la gestion du réseau Natura 2000 10

Page 11 > 12



LIFE en action

Collaborer avec les PME pour créer des partenariats de développement durable 11

Page 13



Partenariats pour la biodiversité

Créer des liens entre divers intervenants 13

Page 14 > 16

Natura Brèves

Thème de ce numéro: ENTREPRISES ET BIODIVERSITÉ



Editorial

Les entreprises ont d'excellentes raisons de protéger la biodiversité

La protection de la biodiversité est une priorité de la politique environnementale de l'UE. Outre le parachèvement de l'installation du réseau Natura 2000 dans les 27 États membres d'ici 2010, nous devons, comme le reconnaît notre Plan d'action 2006 en faveur de la biodiversité, œuvrer davantage à mieux intégrer les considérations relatives à la biodiversité dans d'autres domaines de politique importants et, surtout, à tisser des partenariats avec les entreprises.

Actuellement, si la protection des espèces et des habitats reste un élément important du programme de sauvegarde de la biodiversité, le principal objectif est de protéger la structure et la fonction de nos écosystèmes naturels. Sans écosystèmes résistants, sains et fonctionnant de manière adéquate, nous ne pourrions compter sur le flux continu de biens (aliments, matières premières, médicaments, air propre, eau, etc.) et de services (protection contre les inondations, protection des côtes, recyclage des nutriments, stockage du carbone) dont la société humaine dépend tellement. Des écosystèmes dégradés par la destruction des habitats, par la surexploitation des ressources en eau et par une surcharge de polluants n'auront pas la résilience nécessaire pour faire face à l'énorme stress supplémentaire que constitue le changement climatique.

La protection de la biodiversité se justifie au niveau macro-économique mais aussi au niveau des entreprises elles-mêmes. Nombreux sont les chefs d'entreprises qui ont reconnu les solides arguments plaçant en faveur de la protection de la biodiversité et qui ont eu le courage et la perspicacité de montrer l'exemple au sein de leurs entreprises, de leurs secteurs d'activités et à l'échelle plus globale. L'IUCN (Union Mondiale pour la Nature) s'emploie depuis de nombreuses années à donner des idées et lancer des initiatives novatrices en collaborant étroitement avec les entreprises en vue de mettre en évidence les arguments en faveur du lien entre entreprises et protection de la biodiversité. Plusieurs États membres, dont l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni, ont aussi élaboré des programmes nationaux visant à promouvoir les liens entre entreprises et protection de la biodiversité.

La Commission européenne est également convaincue que le monde de l'entreprise peut apporter une contribution significative à la protection de la biodiversité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE. Nous avons besoin du soutien et de l'engagement des entreprises pour réussir à enrayer la perte de biodiversité. La Commission entend dès lors prendre appui sur les très solides bases fournies par nos collègues portugais, qui ont fait du lien entre entreprises et biodiversité une action prioritaire de leur présidence en 2007, en vue de développer une initiative européenne sur le thème "Entreprises et biodiversité". Cette initiative complètera les actions en cours aux niveaux international et national. Pour mener à bien ce travail, la Commission va mettre sur pied une structure technique afin de créer un solide réseau de mise en œuvre en collaboration avec les secteurs d'activités, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations nationales.

Nous ne parviendrons à progresser sur la voie de la réalisation de l'objectif de 2010 que si les entreprises sont convaincues de la valeur ajoutée de cette initiative. Bien que ces partenariats soient volontaires, les secteurs d'activités qui y participeront devront s'engager à respecter et soutenir le cadre juridique actuel régissant la protection de la biodiversité. Je suis convaincu que l'énergie, les compétences et les ressources du monde de l'entreprise peuvent apporter une contribution très positive à la protection de la biodiversité et jouer un rôle majeur pour enrayer la perte de biodiversité.

Patrick Murphy

Directeur de l'Unité Nature et Biodiversité de la DG Environnement



La lettre d'information Natura 2000 est publiée par les unités LIFE et Conservation de la Nature & Biodiversité de la Direction générale de l'Environnement (DG ENV) de la Commission européenne. Cette lettre d'information qui paraît deux fois par an est disponible en anglais, français, allemand, espagnol et italien.

Photo de couverture: Amanda Rohde
Design: Daniel Renders

Pourquoi la conservation de la biodiversité est-elle importante pour les entreprises européennes ?

Plusieurs traités internationaux et de nombreuses initiatives de conservation destinés à enrayer la perte de biodiversité n'ont eu à ce jour qu'un succès limité. Au sein de l'Union européenne, la politique en matière de biodiversité a pour clef de voûte les Directives Habitats et Oiseaux, qui constituent les bases juridiques du réseau Natura 2000. Toutefois, Natura 2000 ne suffit pas à lui seul: des actions de conservation de la biodiversité doivent être menées par les entreprises ainsi que par les gouvernements et les ONG.

La biodiversité subvient aux besoins du monde dans lequel nous vivons. Or, elle se réduit et se dégrade à un rythme sans précédent en raison des activités humaines. D'après une étude des écosystèmes mondiaux menée par les Nations Unies¹, presque tous les écosystèmes de la Terre ont été radicalement transformés par l'action humaine. De plus, des indices profondément inquiétants portent à craindre une accélération de la perte de biodiversité, qui a déjà atteint un niveau élevé de destruction, comme l'attestent la disparition ou la quasi-disparition de nombreux stocks de poissons des océans du monde.

La biodiversité revêt par ailleurs une importance stratégique pour les entreprises, car elle fournit à nombre d'entre elles des matières premières et des atouts naturels. Les secteurs d'activités dont les profits dépendent directement d'écosystèmes sains, comme l'écotourisme, en fournissent la meilleure illustration. Beaucoup s'accordent aujourd'hui à reconnaître qu'une plus grande variété de gènes, d'espèces et d'écosystèmes va de pair avec une résilience et une productivité biologique accrues dans divers domaines: agriculture, sylviculture, pêche, produits

pharmaceutiques, procédés de fabrication des aliments, etc.

Outre les avantages économiques directs qu'elle offre aux entreprises, la biodiversité procure aussi des avantages indirects sous la forme d'une valeur écologique, esthétique et éthique. Les entreprises peuvent se distinguer de leurs concurrents par leurs actions de sauvegarde de la biodiversité et en même temps en impliquant les détaillants, les investisseurs, les travailleurs, les communautés locales et d'autres intervenants.

Au départ, les entreprises ont généralement commencé à s'intéresser aux ques-

tions environnementales sous l'angle des risques ou des coûts ou de leur autorisation d'exploitation. Or, pour s'imposer face à la concurrence, l'image d'une entreprise est aussi cruciale. Aujourd'hui, nombre d'entreprises ont compris la nécessité d'assumer leur responsabilité sociale de mettre en œuvre des pratiques durables et de limiter leur impact sur l'environnement. Les premiers à se lancer dans cette voie ont été les secteurs ayant l'impact direct le plus évident sur l'environnement, à savoir les industries extractives. Toutefois, le succès ne sera réel que lorsque toutes les entreprises auront intégré ces considérations dans leurs activités de base.



Session d'ouverture de la conférence Entreprises & Biodiversité, à Lisbonne – un événement majeur de la présidence portugaise.

¹ The Millenium Ecosystem Assessment – MEA 2005



Photo: Forest Research Institute (FVA) Freiburg

Forestier travaillant dans le site Natura 2000 de Feldberg, dans la Forêt Noire, en Allemagne, où le « zonage » du travail forestier contribue à maintenir des populations de grands tétaras.

Les entreprises prennent également conscience des avantages financiers qu'elles peuvent tirer de l'adoption de mesures de promotion de la biodiversité. Un rapport récent, intitulé "Building Biodiversity Business"² affirme que les entreprises ont de plus en plus de raisons solides de préserver la nature. Il appelle de ses vœux des réformes de la politique visant à accroître les avantages économiques que les entreprises peuvent tirer de la conservation de la biodiversité, à alourdir les sanctions pour perte de biodiversité et à mieux informer sur les performances des entreprises en matière de biodiversité. Toutes les entreprises basées sur la

2 Bishop, J., Kapila, S. Hicks, F. Mitchell, P. and Vorhies, F. (2008): *Building Biodiversity Business*. Shell Int. Ltd. and IUCN. - <http://www.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/2008-002.pdf>

biodiversité se heurtent à un défi majeur: le manque d'indicateurs acceptés pour mesurer les contributions positives et négatives à la conservation de la biodiversité. Selon ce rapport, à mesure que le monde prend conscience de l'accélération de la perte de diversité biologique, les entreprises voient de plus en plus la conservation de la biodiversité comme un centre de profit potentiel.

L'écotourisme offre un exemple parmi d'autres d'activités lucratives fondées sur la préservation des espèces et de leurs habitats. Le tourisme respectueux de l'environnement se développe au rythme de 20-30% l'an, contre une hausse de 9% pour le tourisme dans son ensemble. Bien d'autres entreprises, jadis responsables de la perte de biodiversité, commencent à montrer la voie en protégeant la biodiversité. Les marchés des produits agricoles biologiques et du bois exploité de façon durable connaissent une croissance à deux chiffres. La demande de services de mitigation des changements climatiques, tels que la protection des forêts et des zones humides pour absorber le dioxyde de carbone, constitue un autre secteur de croissance.

Message de Lisbonne

Plus de 400 participants, dont plus de la moitié étaient des directeurs (PDG) ou des cadres dirigeants de 150 entreprises, ainsi que des représentants de l'UE, des gouvernements et d'organisations non gouvernementales (ONG) se sont récemment rencontrés à Lisbonne pour étudier comment mieux faire participer les entreprises européennes à la conservation de la biodiversité³. La conférence de haut niveau Entreprises et Biodiversité (12-13

3 www.countdown2010.net/business

novembre 2007) a été organisée sous les auspices de la présidence portugaise de l'UE et de la Commission européenne avec l'aide de l'Initiative *Countdown 2010*. Elle a marqué un grand tournant dans la façon de concevoir le rôle des entreprises dans la conservation de la biodiversité. Une convergence entre les points de vue des secteurs public et privé s'est dégagée sur l'importance cruciale de la biodiversité et sur les mesures à prendre pour enrayer une crise mondiale qui ne cesse de s'intensifier.

"Les modèles actuels de développement ne sont pas durables et la biodiversité se perd à un rythme sans précédent. Les entreprises ont un rôle crucial à jouer pour préserver la biodiversité et l'Europe peut être numéro un mondial en matière de concrétisation de la conservation sur le terrain", a déclaré Francisco Nunes Correia, le ministre portugais de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du Développement régional.

"La Commission européenne est convaincue que le monde de l'entreprise peut et doit apporter une contribution significative à la protection de la biodiversité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE", a dit Mogens Peter Carl, Directeur général à la DG Environnement. Ce dernier a reconnu que nombre de chefs d'entreprises en sont déjà conscients et ont pris des initiatives pour promouvoir la protection de la biodiversité. Il a par ailleurs loué le travail réalisé depuis de nombreuses années par des organisations telles que l'IUCN et le WWF, qui ont donné "des idées et lancé des initiatives novatrices" en collaborant étroitement avec les entreprises et en rassemblant les arguments plaidant en faveur d'une protection de la biodiversité par les entreprises. "Beaucoup

POLITIQUE DE L'UE EN MATIÈRE DE BIODIVERSITÉ

Au Sommet européen de 2001, qui s'est tenu à Göteborg, l'UE s'est fixé le but politique explicite d'"enrayer le déclin de la biodiversité d'ici 2010". Au niveau mondial, en 2002, elle a convenu avec quelque 130 dirigeants mondiaux de "réduire de manière significative le taux de perte de biodiversité d'ici 2010".

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, la Commission européenne a publié en 2006 une Communication intitulée "Enrayer la perte de biodiversité d'ici 2010 et au-delà"¹, ainsi qu'un plan d'action détaillé², en faveur de la biodiversité, décrivant les actions et mesures de soutien que doivent prendre l'UE et ses États membres. Non seulement ce programme de l'UE pour la biodiversité confirme l'importance centrale de la législation actuelle et, en particulier, du réseau Natura 2000 mais il énonce en outre une vision plus complète et globale de la protection de la biodiversité qui s'étend aux mesures de soutien. L'une de celles-ci consiste à tisser des partenariats plus efficaces, y compris des partenariats avec les entreprises, aux niveaux à la fois de l'UE et des États membres. Cette approche s'inscrit dans la droite ligne des engagements mondiaux pris dans le cadre de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB).

1 [COM(2006)216] http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/comm2006/index_en.htm

2 Annexes techniques à COM/2006/216



Lézard géant de La Gomera

Photo: LIFE02 NAT/0008614

de ces initiatives d'entreprises constituent maintenant une référence pour les autres", a-t-il constaté, mais il nous faut une dimension européenne" et il a appelé à un "renforcement des partenariats avec les entreprises".

Les PDG et cadres dirigeants de grandes entreprises européennes de nombreux secteurs ont aussi révélé l'existence d'un important consensus sur les arguments plaçant en faveur d'une intégration de la biodiversité au cœur des activités des entreprises. "Aucun secteur ne détient toutes les réponses. La large gamme de grandes et petites solutions requises pour éviter un effondrement de la biodiversité ne seront couronnées de succès que si les entreprises, les gouvernements et les ONG collaborent plus étroitement", a dit Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'IUCN.

Le Message de Lisbonne a appelé les entreprises, les gouvernements, l'UE et les ONG à:

- poursuivre la sensibilisation des entreprises aux gros avantages concurrentiels qu'elles peuvent tirer de la conservation de la biodiversité;
- promouvoir le recours à des mécanismes de marché, de responsabilité sociale des entreprises et de réglementation;
- aider les entreprises grâce à des outils opérationnels pour la conservation de la biodiversité et mesurer leur performance de manière significative, surtout dans le cas des petites et moyennes entreprises;
- encourager l'adoption de nouvelles mesures incitatives afin de développer et renforcer des partenariats entre les entreprises, tous les niveaux des pouvoirs publics, les ONG et le monde universitaire.

Initiative européenne Entreprises et Biodiversité

Un des principaux résultats a été un appel au lancement d'une nouvelle Initiative européenne Entreprises et Biodiversité, qui tenterait d'intégrer des considérations relatives à la biodiversité dans la gouvernance d'entreprise via des initiatives volontaires, en vue de contribuer à la réalisation de l'objectif d'enrayer la perte de biodiversité d'ici 2010. La Commission a invité les entreprises souhaitant collaborer avec elle à l'établissement de partenariats pour la protection de la biodiversité au niveau européen à se manifester et a promis de mettre en place, plus tard dans l'année, un mécanisme d'assistance technique pour travailler avec les intervenants à la mise en œuvre.

Porter le regard au-delà des frontières de l'UE

L'Initiative Entreprises et Biodiversité constitue une concrétisation partielle des engagements mondiaux pris par l'UE en vertu de la CDB. Dans un même ordre d'idées, la neuvième Conférence des Parties à la CDB (qui s'est tenue à Bonn, en Allemagne, du 19 au 31 mai 2008) a négocié une nouvelle décision visant à davantage promouvoir et faciliter une contribution active des entreprises à la conservation de la biodiversité¹. Cette conférence comprenait un Forum Entreprises et Biodiversité de trois jours et les hôtes allemands ont en outre assuré une forte visibilité de ce thème grâce à la présentation de leur propre initiative.

1 <http://www.cbd.int/cop9/>

Valeur ajoutée de l'action au niveau européen

L'intégration de considérations relatives à la biodiversité dans les grandes politiques de l'UE, telles que l'agriculture, le développement régional, la pêche, l'énergie, les transports, le commerce, l'aide au développement et la recherche, montre qu'une action européenne axée sur les entreprises et la biodiversité présente clairement une valeur ajoutée. Le leadership européen s'est aussi avéré un précieux catalyseur d'actions, de partages d'expériences et de bonnes pratiques au niveau national et une aide appréciable pour la communication et la diffusion des résultats.

Pour cette Initiative Entreprises et Biodiversité, l'UE dispose d'un programme

spécifique, clairement défini, et fournit un excellent forum de coopération et d'action commune. Elle a fixé un objectif ambitieux et jouera un rôle prépondérant en vue de contribuer à satisfaire aux engagements mondiaux pris dans le cadre de la CDB. Un lien clair et très important a également été établi avec Natura 2000, le réseau écologique de l'UE et la pierre angulaire de la protection de la nature dans l'UE, qui passe maintenant de la phase de mise en place à celle de la gestion et du financement des sites. Voilà qui offre aux entreprises, surtout aux petites et moyennes entreprises (PME) locales, une très bonne opportunité potentielle et convient à des actions spécifiques aux sites, basées sur une approche multilatérale.

Lorsque des conflits naissent entre des sites Natura et des secteurs d'activités connaissant des difficultés spécifiques, tels que les ports, l'UE s'engage à mener une concertation avec les entreprises pour trouver des solutions.

Photo: LIFE00 ENV/F/000630



Photo: LIFE00 NAT/EE/007083



Photo: LIFE02 NAT/S/008483

Fermier estonien effectuant des travaux de restauration de prairies côtières dans le Parc national de Matsalu, un site Natura 2000 (à gauche). Des cochons sont utilisés pour éparpiller la terre et ameublir le sol en vue d'une mise en culture dans le Parc national de Söderåsen, en Suède (à droite).

Opportunités pour les entreprises et Natura 2000

De plus en plus de personnes reconnaissent le lien important entre entreprises et préservation de la biodiversité dans le réseau Natura 2000. Quelque 25.000 sites sont actuellement désignés comme sites Natura, couvrant environ 20% de la superficie de l'UE-27. Comme l'ensemble de l'UE compte 99,8% de micro-entreprises et de petites et moyennes entreprises (PME)*, il est inévitable que les activités de nombreuses entreprises s'effectuent à l'intérieur ou près de sites Natura 2000. Le réseau fournit une très bonne opportunité potentielle, en particulier aux PME locales, et convient aussi pour des actions basées sur les sites, via des partenariats entre entreprises et ONG.

Il convient de noter que les règles et exigences strictes régissant la protection et la conservation des sites Natura 2000 n'empêchent pas une utilisation de ceux-ci aux fins d'activités économiques. "La plupart des États membres ont constaté qu'il est parfaitement possible d'utiliser la flexibilité offerte par les directives nature de façon intelligente et de trouver un juste équilibre entre protection de la biodiversité et besoins économiques", a déclaré le Commissaire Stavros Dimas, en charge de l'Environnement, dans un discours récent sur la politique de l'UE concernant la nature¹. S'exprimant à Bruxelles, le 14 février, il a souligné la nécessité de corriger un des "mythes" courants entourant Natura 2000, à savoir qu'une fois un site désigné, toutes les activités économiques doivent y être arrêtées. "Le réseau Natura se compose de paysages vivants dans

lesquels l'agriculture, la pêche, la sylviculture et la chasse peuvent se poursuivre", a-t-il déclaré, ajoutant que "même de grands projets de développement peuvent être mis en œuvre pour autant que certaines mesures de protection soient respectées".

Si la plupart des entreprises dépendent du soutien financier de banques ou d'investisseurs pour couvrir les frais initiaux de démarrage, il est possible qu'une certaine forme de prêt ou de subside soit nécessaire pour aider les entreprises basées sur la biodiversité à dépasser la phase pilote et d'apprentissage et pour stimuler la demande de services commerciaux de conservation. Voici quelques exemples de possibilités de cofinancement pour les PME cherchant à développer des opportunités commerciales sur des sites Natura ou près de tels sites.

BTAU: collaboration avec les PME

Le projet *Biodiversity Technical Assistance Unit* (BTAU - Unité d'assistance technique pour la biodiversité), financé par la DG Environnement, travaille avec les PME pour explorer les possibilités de commencer à éliminer certains des obs-

tacles qui empêchent de nouer le dialogue avec le secteur privé, notamment l'ampleur et la complexité du réseau et l'idée fausse que celui-ci impose des contraintes et obstacles majeurs au développement. Il serait possible de contribuer à compenser les coûts de gestion des sites Natura en identifiant des moyens de permettre des activités commerciales rentables appropriées, avantageuses aussi pour la gestion des sites. Ce projet pilote se concentre sur la Bulgarie, la Hongrie et la Pologne, de nouveaux États membres où les PME sont prépondérantes, dont les grandes populations rurales sont souvent défavorisées sur le plan économique et qui comptent de vastes nouveaux réseaux de sites Natura à gérer. Les BTAU créent et appliquent une approche basée sur les partenariats public-privé. (Pour plus d'informations, voir p. 10).

Certification de produits locaux

Trois zones au sein de sites Natura 2000 de la République tchèque ont introduit la certification de produits locaux, tels que des produits alimentaires et agricoles, l'artisanat local, l'eau minérale et les fruits de la forêt, dans le cadre d'un projet

¹ "EU Nature Policy – Challenges in a changing world" [SPEECH/08/82]

* Selon la définition donnée par la CE, les micro-entreprises ont moins de 10 travailleurs et un chiffre d'affaires annuel de moins de 2 millions d'euros; les petites entreprises, moins de 50 travailleurs et un chiffre d'affaires annuel inférieur à 10 millions d'euros et les entreprises de taille moyenne, moins de 250 travailleurs et un chiffre d'affaires annuel maximal de 50 millions d'euros.



Photo: Bernard Lafon

Visiteurs au jardin potager Oh ! Légumes Oubliés, Gironde, France. Cette entreprise cultive et commercialise des fruits et légumes biologiques.

coordonné par le Centre environnemental régional de la République tchèque. En vertu de ce projet, en place depuis octobre 2005, une certification d'origine peut être demandée pour les produits fabriqués dans les zones de Šumava et Beskydy. Chacune de ces zones a un logo spécifique, accordé par une commission de certification qui représente les producteurs locaux et autres intervenants, dont les autorités locales et régionales, les autorités de protection de la nature et les chambres de commerce. La certification des produits offre des opportunités de marketing considérables aux producteurs locaux et contribue à promouvoir des sites Natura spécifiques.

Tourisme rural et Natura 2000

La Commission cofinance un projet intitulé "Sensibiliser à Natura 2000: collaborer avec le secteur européen du tourisme rural". Comprenant un partenariat novateur entre associations de tourisme rural et entreprises de conservation de la nature de cinq pays différents, ce projet poursuit les principaux objectifs suivants:

- promouvoir parmi un échantillon repré-

Récolte du liège sur un chêne-liège (*Quercus suber*) dans l'Algarve, au Portugal: une activité tributaire de l'entretien de forêts vivantes et saines de chênes-liège.



Photo: Rui Simões

sentatif de fournisseurs de tourisme rural de trois pays et régions différents de l'UE (Lettonie, Andalousie et Finlande) une meilleure compréhension de Natura 2000 et de ses implications/opportunités pour les entreprises de tourisme rural;

- piloter, dans ces trois régions, des produits touristiques novateurs basés sur les valeurs de Natura 2000.

Les expériences tirées de ce projet seront largement diffusées plus tard dans l'année. Pour plus d'informations, visitez le site Internet du projet:
<http://www.natura2000tourism.eu>

Entreprises "pro-biodiversité"

Le projet *Probioprise*, qui vient de se clôturer, visait à améliorer notre compréhension des nombreuses PME dites "pro-biodiversité" d'Europe, c'est-à-dire des entreprises dont beaucoup opèrent dans ou autour de sites Natura et dont les activités principales dépendent de la biodiversité et contribuent à la conservation de la biodiversité (voir l'encadré ci-dessous).

LIFE soutient les entreprises

Depuis sa création en 1992, LIFE², l'instrument financier pour l'environnement, a soutenu de nombreuses actions de conservation qui font indirectement la promotion des opportunités d'activités commerciales favorables à la biodiversité, principalement mais pas exclusivement dans le cadre du volet LIFE-Nature du programme LIFE (voir pp. 11-12 pour les études de cas de projets LIFE). Maintenant que LIFE+³, le nouvel instrument financier pour l'environnement, a été lancé, avec un budget total de 2 milliards d'euros, LIFE+ continuera à offrir un soutien solide aux nouvelles demandes de projets visant à développer les opportunités d'activités commerciales liées à la biodiversité en Europe, au titre du volet "LIFE+ Biodiversité".

.....
2 LIFE I, II et III (1992-2006)
3 LIFE+ (2007-2013)

Projet *Probioprise*: comprendre les PME "pro-biodiversité"

De nombreuses petites et moyennes entreprises d'Europe basent leurs activités sur la biodiversité et participent à la conservation de celle-ci. Plusieurs d'entre elles travaillent dans et autour de sites Natura 2000. Sous la houlette de Barney Dickson, coordinateur du projet et chef de la politique internationale de *Fauna & Flora International*, le projet *Probioprise*, financé par la DG Recherche, visait à améliorer notre compréhension de ces entreprises ainsi que de la nature de leur contribution à la conservation. Cette compréhension a ensuite été utilisée pour mettre sur pied un programme de questions de recherche en vue de déterminer ce qui peut être entrepris pour promouvoir le rôle des PME dans la réalisation des objectifs de conservation de la biodiversité.

En partenariat avec la *European Foundation for Management Development* et le Bureau européen pour la conservation et le développement, ce projet, mené d'octobre 2005 à août 2007, s'est attaché à obtenir les informations directement auprès des PME qui travaillent avec la biodiversité.

Il a principalement appuyé ses recherches sur des ateliers et des études de cas. Un peu plus de 50 PME ont participé aux quatre ateliers organisés, centrés chacun sur un type d'écosystème: forêts, zones humides, prairies, zones maritimes et côtières. Quinze études de cas ont été réalisées, dont 13 sur des entreprises spécifiques, une sur une comparaison de deux entreprises et une sur une autorité en charge d'un Parc national qui travaille avec plusieurs PME.

Les entreprises "pro-biodiversité" présentent une grande diversité: on les trouve dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire, avec des entreprises contribuant à la conservation de divers types et composantes de la biodiversité. Vu cette diversité, le projet a recommandé l'adoption d'approches sectorielles et liées aux sites afin d'encourager les entreprises "pro-biodiversité".

Ses principaux résultats sont exposés dans le rapport "The Working Partnership: SMEs and Biodiversity", ainsi que dans 15 études de cas.

Voir le site Internet du projet: <http://www.efmd.org/probioprise>
Pour plus d'informations, contactez Barney Dickson: barney.dickson@fauna-flora.org

Nota Bene:

- Le baromètre Natura est géré par le Centre Thématique européen pour la Biodiversité sur la base des informations officiellement transmises par les États membres.
- De nombreux sites ont été désignés, dans leur totalité ou en partie, au titre des deux Directives nature; on ne peut donc pas additionner ces données pour obtenir un chiffre global pour Natura 2000.
- Le pourcentage de superficie ne fait référence qu'à la superficie terrestre qui a été désignée, c'est-à-dire au total des zones ZPS (Directive Oiseaux), pSIC, SIC ou ZSC (Directive Habitats) proposés moins le domaine marin. Certains États membres ont désigné des parties importantes de leurs eaux côtières. Ces dernières sont incluses dans le nombre de sites et de zones proposés mais pas dans le % de superficie ni dans les indications de progression. Le caractère suffisant des propositions nationales pour plusieurs espèces et habitats marins ne peut être déterminé car un travail supplémentaire est requis pour une application probante de Natura 2000 au titre des deux Directives, particulièrement en ce qui concerne l'environnement marin offshore.
- Certains États membres ont proposé des zones de grande taille, comprenant des "espaces tampons", tandis que d'autres se sont limités aux zones essentielles. Dans les deux cas, l'Article 6 de la Directive Habitats s'applique également aux nouvelles activités prévues en dehors d'un site Natura 2000 mais susceptibles d'affecter ce dernier.
- Les 12 nouveaux États membres, qui ont adhéré à l'UE le 1er mai 2004 et le 1er janvier 2007, avaient l'obligation de classer les ZPS et de proposer des SIC à la date de leur adhésion. Tous les pays ont soumis leurs listes et les évaluations sont en cours.
- L'évaluation globale des listes nationales est susceptible d'être modifiée, à la hausse ou à la baisse, suite à des analyses scientifiques plus complètes des données, notamment lors des séminaires biogéographiques les concernant.
































-  Notablement insuffisante
-  Incomplète
-  Quasiment complète
-  Progrès récents mais significatifs

Photo: Forest Research Institute (FVA) Freiburg



ZONES DE PROTECTION SPECIALE (ZPS) Directive Oiseaux

ÉTATS MEMBRES	Nombre de sites	Superficie totale (km²)	Superficie terrestre (%)*	Nombre de sites maritimes	Superficie maritime (km²)	Progrès
BELGIË/BELGIQUE	234	3.282	9,7	4	315	
BULGARIA	88	12.551	11,3	3	9	
ČESKÁ REPUBLIKA	38	6.936	8,8	-	-	
DANMARK	113	14.709	5,9	59	12.173	
DEUTSCHLAND	568	48.102	8,9	14	16.216	
EESTI	67	12.592	13,1	26	6.654	
ÉIRE/IRELAND	131	2.815	2,9	66	810	
ELLÁDA	151	13.703	10,0	16	567	
ESPAÑA	563	97.123	19,1	23	634	
FRANCE	371	46.194	7,8	62	3.260	
ITALIA	589	43.798	13,6	41	2.718	
KÝPROS**	7	788	13,4	1	21	
LATVIJA	98	6.766	9,7	4	520	
LIETUVA	77	5.435	8,1	1	171	
LUXEMBOURG	12	139	5,4	-	-	
MAGYARORSZÁG	55	13.519	14,5	-	-	
MALTA	12	14	4,5	0	0	
NEDERLAND	77	10.125	12,6	6	4.895	
ÖSTERREICH	98	9.744	11,6	-	-	
POLSKA***	124	50.407	16,1	0	0	
PORTUGAL	50	9.956	10,1	10	622	
ROMÂNIA	0	0	0	0	0	
SLOVENIJA	27	4.656	23,0	1	3	
SLOVENSKO	38	12.236	25,1	-	-	
SUOMI	467	30.836	7,5	66	5.567	
SVERIGE	530	28.872	6,2	107	3.033	
UNITED KINGDOM	265	15.988	6,2	4	901	
EU	4.850	501.286	10,3	514	59.090	



- Notablement insuffisante
- Incomplète
- Quasiment complète
- Progrès récents mais significatifs
- A évaluer dans le cadre des réunions biogéographiques

SITES D'IMPORTANCE COMMUNAUTAIRE (SIC) Directive Habitats

Nombre de sites	Superficie totale (km²)	Superficie terrestre (%)*	Nombre de sites maritimes	Superficie maritime (km²)	Progrès	ÉTATS MEMBRES
280	3.239	10,0	2	198		BELGIQUE
207	29.548	26,5	8	124	BE	BULGARIE
858	7.251	9,2	-	-		RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
254	11.136	7,4	118	7.959		DANEMARK
4.617	53.294	9,9	48	18.086		ALLEMAGNE
497	11.328	16,5	36	3.854		ESTONIE
413	10.561	10,2	92	3.386		IRELANDE
239	27.641	16,4	102	5.998		GRÈCE
1.434	123.716	23,4	94	5.548		ESPAGNE
1.334	52.174	8,5	94	5.688		FRANCE
2.283	45.073	14,2	160	2.243		ITALIE
36	711	11,5	5	50		CHYPRE**
331	7.663	11,0	6	562		LETTONIE
267	6.664	9,9	2	171		LITUANIE
48	399	15,4	-	-		LUXEMBOURG
467	13.929	15,0	-	-		HONGRIE
27	48	12,6	1	8		MALTE
142	7.552	8,4	10	4.067		PAYS-BAS
168	8.889	10,6	-	-		AUTRICHE
362	28.490	9,1	0	0.0	↑	POLOGNE***
94	16.503	17,4	23	490		PORTUGAL
273	32.833	13,2	6	1.353	BE	ROUMANIE
259	6.360	31,4	3	0.2		SLOVÉNIE
382	5.739	11,8	-	-		SLOVAQUIE
1.715	48.552	12,7	98	5.460		FINLANDE
3.971	62.782	13,7	325	5.849		SUÈDE
616	26.365	6,8	44	9.724	↑	ROYAUME-UNI
21.574	648.441	13,2	1.277	80.818		EU

Le Baromètre Natura 2000: commentaires sur la progression

- Le baromètre actuel mesure les progrès réalisés dans la mise en œuvre des Directives Habitats et Oiseaux dans les 27 pays jusqu'en décembre 2007.
- La Pologne a communiqué d'importantes propositions supplémentaires de SIC et désignations de ZPS pour combler les lacunes dans ce pays mais il faudrait encore accroître le nombre de désignations. La Bulgarie a nettement étoffé sa proposition de SIC, qui, tout comme celle de la Roumanie, est soumise à une évaluation continue pour déterminer si la couverture des habitats et espèces pertinents est suffisante (Séminaire biogéographique du 9 au 12 juin 2008 pour la Bulgarie et la Roumanie).
- L'Italie a considérablement augmenté sa superficie de ZPS, surtout en milieu marin. Le Royaume-Uni a aussi ajouté d'importantes nouvelles ZPS et propositions de SIC. De nouveaux sites Natura 2000 ont en outre été désignés ou proposés par la France, l'Espagne, les Pays-Bas et l'Autriche.
- les autres États membres. Toutefois, des informations supplémentaires sont à présent disponibles sur les sites existants, tout comme des mises à jour concernant la présence d'habitats et d'espèces.
- Pour l'évaluation de l'exhaustivité des réseaux nationaux de ZPS, la Commission n'applique pas de processus de sélection biogéographique mais utilise différentes références scientifiques, y compris des inventaires nationaux, lorsqu'ils existent, et les publications de BirdLife International relatives aux Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO).

* % de la superficie terrestre des SIC ou ZPS comparé à la superficie terrestre de l'État membre.

** La superficie et le pourcentage de cet État membre correspondent au territoire de Chypre où s'applique actuellement l'acquis communautaire selon le protocole 10 du Traité d'adhésion de Chypre.

*** Plusieurs sites marins, mais pas d'informations sur les zones marines fournies dans la base de données.

Le rôle des petites entreprises dans la gestion du réseau Natura 2000

Les sites Natura 2000 se situent principalement en zone rurale et les populations de la plupart d'entre eux habitent ou travaillent au sein ou à proximité de ceux-ci. Des plans de gestion de sites conçus et mis en œuvre pour maintenir la valeur de conservation se sont avérés extrêmement utiles. En 2004, une Communication de la Commission estimait le coût annuel de la gestion du réseau à 6,1 milliards d'euros. Pour garantir l'avenir des sites, il est donc impératif de trouver des moyens soit d'assurer un financement accru à partir de sources actuelles ou nouvelles, ou de réduire les coûts de gestion des sites.

La nouvelle période de programmation 2007-2013 de la Commission européenne offre des opportunités financières accrues pour promouvoir Natura 2000. Toutefois, le rôle potentiel du secteur privé n'a été que partiellement exploré. En effet, l'attention s'est surtout portée sur le parrainage de grandes entreprises alors que 99,8% des entreprises de l'UE sont des micro-entreprises ou de petites et moyennes entreprises (PME). Jusqu'à présent, le rôle potentiel, négatif ou positif, que ces 23 millions de petites entreprises peuvent jouer par rapport à Natura 2000 a été en grande partie ignoré. Un dialogue avec le secteur privé semble se heurter principalement à l'ampleur du réseau et à sa complexité, ainsi qu'à l'idée, largement répandue, que Natura 2000 représente une contrainte et un obstacle majeurs pour le développement et est donc "mauvais pour les affaires".

Le projet *Biodiversity Technical Assistance Unit* (BTAU - Unité d'assistance technique pour la biodiversité), financé par la DG Environnement, collabore avec les PME pour explorer les moyens de lever ces obstacles. L'identification de moyens de permettre des activités commerciales rentables appropriées, avantageuses aussi pour la gestion des sites Natura 2000 serait de nature à contribuer à compenser les coûts de gestion. Ce projet pilote se concentre sur la Bulgarie, la Hongrie et la Pologne. Ces nouveaux États membres dans lesquels les PME sont prépondérantes et dont les grandes populations rurales sont souvent défavorisées sur le plan économique, comptent

de vastes nouveaux réseaux de sites Natura 2000 à gérer.

Pour l'UE et les gouvernements des États membres, qui éprouvent des difficultés à faire face aux coûts générés par les obligations de gestion des sites Natura 2000, cette approche envisage un développement des "plans de gestion de sites" en "plans de développement d'entreprises sur les sites" qui permettront à des PME de cerner les opportunités d'activités compatibles avec le maintien de la valeur du site pour la biodiversité. Des recherches initiales ont révélé que beaucoup de PME travaillent au sein de sites Natura 2000 dans tous les écosystèmes européens clés. Les ressources de la biodiversité jouent un rôle important dans leurs activités, surtout dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, du tourisme et des services environnementaux. Les équipes du projet étendent à présent leurs recherches à des secteurs d'activités clés et à des habitats spécifiques afin de déterminer les types et la proportion d'activités de gestion qui pourraient être assurés ou compensés par les PME.

Il est d'ores et déjà clair que pour réussir, il faudra mieux faire connaître Natura 2000 dans le monde des entreprises. Toutefois, pour susciter des changements tangibles, le projet BTAU étudie avec les banques partenaires la possibilité de créer des prêts à taux préférentiels pour le développement d'entreprises. Ceux-ci seraient destinés à soutenir les PME travaillant dans des sites Natura 2000 et les conditions d'octroi du prêt dépendraient des plans de gestion des sites. Une série de PME candidates appropriées, identifiées par les équipes du projet et les banques, pourraient ensuite bénéficier de ces prêts. Comme des mécanismes de marché reposant sur des mesures incitatives et visant à encourager des modifications des pratiques des entreprises se sont déjà avérés efficaces en matière de réduction de la pollution et d'efficacité énergétique et sont en cours d'application pour la mitigation du changement climati-



Photo: Barbara Vándor

Au sein de sites Natura 2000, il existe de nombreuses possibilités de petites activités commerciales compatibles avec le maintien de la valeur du site pour la biodiversité.

que, ce projet pilote novateur applique les leçons tirées de ces instruments basés sur le marché.

Cette approche entend être avantageuse pour tous les intervenants clés. Le projet BTAU offre aux institutions financières nationales et internationales un nouvel instrument financier national (ou européen) pour réaliser les investissements latents des PME dans les zones rurales. De même, les nouvelles facilités de prêts permettront à des PME "pro-biodiversité" de concrétiser leur potentiel. De grandes entreprises sont également incluses dans le processus, car elles peuvent l'utiliser pour identifier des entreprises pro-biodiversité et y investir en vue d'améliorer la durabilité environnementale de leur chaîne d'approvisionnement. Le bénéficiaire ultime sera le réseau Natura 2000, qui sera mieux géré parce que l'augmentation des activités d'entreprises pro-biodiversité permettra de compenser les coûts de gestion.

Mark Day & Zbigniew Karpowicz, RSPB (UK) avec la collaboration des coordinateurs nationaux du projet BTAU: Mira Dikova (Bulgarie); Nagy Dénes (Hongrie) et Zenon Tederko (Pologne).

Pour plus d'informations et pour voir les outils élaborés par le projet, visitez le site Internet du BTAU: www.smeforbiodiversity.eu.

L'outarde canepetière (*Tetrax tetrax*) prospère sur les terres agricoles.

Photo: Juan Martín Simón



Collaborer avec les PME pour créer des partenariats de développement durable

Les projets LIFE de l'UE, qui travaillent spécifiquement avec les petites et moyennes entreprises, ont prouvé que la conservation des habitats et espèces menacés, ainsi que l'introduction de pratiques durables dans les entreprises peuvent aussi avoir un énorme impact sur une économie locale.

L'écotourisme est en plein essor. Un projet LIFE (LIFE98 NAT/GR/005264) visant à conserver le site unique en son genre de la palmeraie de Vai, en Crète, a accru l'attrait touristique de cette île. Non seulement le projet a doublé la superficie de cet habitat rare, mais il a aussi instauré un plan de gestion touristique bien nécessaire. La durabilité a été réalisée grâce à un dialogue avec les intervenants locaux et par le biais d'une conférence nationale. De nombreux autres exemples d'écotourisme ont révélé comment la promotion de la protection d'écosystèmes peut aller de pair avec la stimulation des économies locales. Le projet LIFE espagnol (LIFE02 NAT/E/008610) visant à protéger la vie marine au large de la côte ibérique méridionale a collaboré avec des entreprises de tourisme d'observation des baleines pour mener des études sur le terrain et des activités de sensibilisation. Vu l'importance du tourisme pour les régions de Murcie et d'Andalousie, ce projet a eu un impact important sur le développement socio-économique de la région. Un deuxième projet LIFE espagnol impliquant l'observation de baleines a été mené sur la minuscule île de La Gomera dans les Canaries (voir encadré).



Photo: K. Raptopoulou

La conservation du site unique en son genre de la palmeraie de Vai, en Crète, a aussi accru l'attrait touristique de l'île.

Nourriture et boissons

La relation symbiotique entre biodiversité et entreprises a en outre abouti à la

production de biens commercialisables, tels que le fromage, les champignons et la bière. Ces produits peuvent être classés comme soutenant la biodiversité grâce à l'étiquetage. Ainsi, un des résultats du projet COEX LIFE (LIFE04 NAT/IT/000144), qui visait la conservation des ours et des loups en France, en Italie et en Espagne,

a été la promotion de fromages produits par les fermiers qui ont soutenu cette initiative de conservation.

D'autres projets ont maximisé le potentiel de contribution à la biodiversité que recèlent des pratiques agricoles. Le projet finlandais intitulé "Modèle opérationnel de



Conservation et développement socio-économique vont de pair à La Gomera

La gestion de sites marins est un des plus grands défis pour la mise en œuvre du réseau Natura 2000. La Gomera, la deuxième des plus petites îles des Canaries, abrite la ceinture côtière de Santiago-Valle Gran Rey, une zone spéciale de conservation (ZSC) où les conditions environnementales offrent des aires optimales de nutrition et de repos à la tortue caouanne (*Caretta caretta*), une espèce prioritaire reprise sur les listes de l'UE, et à une série de cétacés, en particulier une large colonie de reproduction de grands dauphins (*Tursiops truncatus*). Le projet LIFE intitulé "Conservation du grand dauphin et de la tortue caouanne à La Gomera" (LIFE03/NAT/E/000062) a élaboré un plan de gestion de

la ZSC qui, en associant tous les intervenants, a pu persuader ceux-ci que ce statut ne limitait pas le développement socio-économique de la zone et de La Gomera. Plusieurs conférences et activités éducatives ont été organisées pour les utilisateurs de la ZSC. Elles ont renforcé les liens entre le bénéficiaire – l'ONG environnementale SECAC (*Society for the Study of Cetaceans of the Canary Islands*) – et les pêcheurs locaux ainsi que les entreprises de tourisme d'observation des baleines, d'excursions en bateaux et de plongée. Un signe de réaction positive au projet a été la participation des entreprises de tourisme marin et des pêcheurs aux activités de collecte de

données, qui ont mis en lumière la complexité et la richesse de la zone marine protégée. Ainsi, sur les plus de 50 sorties scientifiques en bateau réalisées, 171 baleines et dauphins et 28 tortues de mer ont été vues dans les limites de la ZSC.

Grands dauphins (*Tursiops truncatus*).

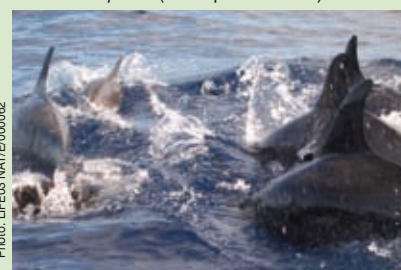


Photo: LIFE03 NAT/E/000062



L'action menée pour restaurer une partie des landes humides de De Liereman en Belgique a également permis de soutenir le brassage d'une bière locale, la Gageleer.

gestion environnementale dans la région de Salo" (LIFE02 ENV/FIN/000319) a coopéré avec les 300 éleveurs de bétail qui utilisent le site du projet et sont en mesure d'entretenir les prairies. Dans le

sillage de ce projet, les règles de coopération ont été modifiées afin de renforcer l'efficacité par l'échange de certaines pâtures. En collaboration avec les abattoirs, les producteurs de viande de la région ont créé une "Organisation de la viande de bétail élevé en prairie" afin de certifier et promouvoir le bétail nourri en prairie.

Un résultat inhabituel a été obtenu via un projet LIFE (LIFE04 NAT/B/000010) dans les landes humides de De Liereman, en Belgique. Outre la restauration d'une zone de sites Natura 2000 et l'introduction de plans de gestion, le projet a aussi contribué à la fabrication d'une bière locale, la Gageleer, faite à partir d'une plante récoltée sur le site (voir encadré).

Chasse et cueillette

Pour certains projets LIFE, le lien entre entreprises et biodiversité est plus direct. Le projet Micovaldorba (LIFE00 ENV/E/000402) en Navarre, Espagne, visait à introduire des pratiques durables dans les écosystèmes forestiers producteurs de champignons. Il a donné une belle démonstration de l'impact qu'une gestion durable fructueuse peut avoir sur une région. À la suite de ce projet, Valdorba a développé un secteur de l'écotourisme lié à l'activité d'exploitation des cham-



Ascoma (coeur) d'une truffe renommée.

pignons. Selon certaines estimations, ce projet LIFE aurait augmenté le taux d'occupation des hôtels de 30%, faisant de cette région une des plus visitées de Navarre. Les producteurs de truffes sont à présent intégrés dans le marché local, où ils peuvent obtenir un prix de 30% supérieur aux prix normaux. De plus, les services se sont fort améliorés dans cette zone, notamment l'approvisionnement en eau, la collecte des déchets, le pavage des rues, le réseau téléphonique et les services sociaux et culturels. Cette zone connaît par ailleurs une croissance démographique et un faible taux de chômage.

Les champignons figurent au centre d'un autre projet en Espagne. Dans les Pyrénées, de plus en plus de voix réclament un renforcement de la viabilité économique des forêts car les faibles rendements de la production de bois continuent à exacerber les problèmes d'une population déjà en déclin. Un projet LIFE (LIFE96 ENV/E/000512) visait à stabiliser la population des forêts via la mise en œuvre d'une solution novatrice: l'introduction d'arbres inoculés de champignons comestibles et de truffes. Ce projet a offert une solution économiquement viable qui ne requerrait pas de gestion intensive.

Les Directives Oiseaux et Habitats reconnaissent la chasse comme une forme d'utilisation durable mais la restreignent à certaines espèces et la soumettent à des règles. Le projet LIFE "Conservation du lynx pardelle dans les Montes de Toledo-Guadalmena" (LIFE02 NAT/E/008617) visait à conserver le lynx ibérique, une espèce très menacée, totalement protégée par la Directive Habitats. Pour garantir que la chasse d'autres espèces sur le territoire du lynx ne dérange pas ce dernier, le projet LIFE a financé la préparation de plans techniques de chasse.

Photo: Catalonia Forestry Technology Centre

Préserver un paysage, raviver un goût

Le site Natura 2000 *Landschap De Liereman* dans la province d'Anvers, en Belgique, est une mosaïque de landes humides et sèches, de dunes, de tourbières, de prairies, de bois et de taillis qui abrite une faune rare, telle que le courlis cendré (*Numenius arquata*) et le crapaud calamite (*Bufo calamita*).

Parmi la flore native inhabituelle, citons le myrte des marais (*Myrica gale*). Cette plante était un des ingrédients du gruit, un mélange d'herbes destiné à aromatiser la bière et à la rendre plus amère, large-

ment utilisé en Europe jusqu'à la fin du XVIe siècle, lorsqu'il a été supplanté par le houblon.

Une brasserie locale, la Proefbrouwerij, a repris la méthode du gruit pour fabriquer la bière Gageleer en utilisant des échantillons de myrte des marais recueillis chaque année sur le site De Liereman par des volontaires (cette bière a été certifiée biologique en 2003). Après une dure journée de marche dans le site, les visiteurs assoiffés peuvent déguster une bouteille de Gageleer au centre d'accueil des visiteurs. Gezondheid!

Myrte des marais (*Myrica gale*) utilisé pour fabriquer la bière Gageleer.



Photo: Tico Bassie



Créer des liens entre divers intervenants

Une vaste gamme de partenariats entreprises et biodiversité ont émergé ces dernières années, principalement entre des entreprises et des ONG, mais sous des formes multiples allant de la fourniture informelle d'informations sur les questions relatives à la biodiversité pour améliorer les connaissances du personnel et d'autres intervenants des entreprises, jusqu'à des contrats à long terme couvrant de multiples activités et sites.



Photo: LIFE03 NAT/P/000013

Bouvreuil des Açores (Pyrrhula murina).



Photo: LIFE02 NAT/HU/008627

L'accord "ciel sans entraves" conclu en Hongrie a ouvert la voie à des actions similaires en Europe en vue de prévenir l'électrocution des oiseaux sur des lignes électriques non sécurisées.

Plusieurs exemples fructueux de partenariats public/privé ont été présentés lors de la conférence Entreprises et Biodiversité qui s'est tenue à Lisbonne (voir aussi le document d'information de la conférence sur les partenariats Entreprises et Biodiversité)¹. Citons notamment des alliances entre le géant de la téléphonie mobile Nokia et le WWF et entre la société de matériaux de construction Holcim et l'IUCN. Pour des entreprises comme Nokia, "la durabilité environnementale n'est plus une option mais une licence d'exploitation", a déclaré le vice-président et chef du service environnement de Nokia Corporation, Kirsi Sormunen.

Un partenariat fructueux a récemment été conclu à l'initiative de Péter Olajos, un eurodéputé hongrois. L'accord "Ciel sans entraves" s'inspire d'actions menées par deux projets LIFE-Nature en Hongrie. Il vise à réduire le nombre d'oiseaux qui meurent électrocutés sur le réseau électrique non sécurisé de Hongrie, pays qui compte d'importantes populations d'oiseaux migrateurs.

D'après MME / BirdLife Hungary, environ 30.000 oiseaux périssent chaque année électrocutés sur les lignes électriques non sécurisées. Les dommages causés sont évalués à quelque 5 millions d'euros.

Sur les quelque 645.000 lignes de moyenne tension en Hongrie, environ 215.000 sont dangereuses pour les oiseaux. L'accord "ciel sans entraves" prévoit l'isolation d'ici 2020 de toutes les lignes à haute tension et de tous les réseaux électriques qui pourraient être dangereux pour les oiseaux. Les coûts seront couverts par des fonds hongrois et européens ainsi que par les fournisseurs d'électricité. Cet accord stratégique constitue une avancée très significative pour la conservation des espèces d'oiseaux en Hongrie et pourrait bien faire des émules dans d'autres pays.

Les signataires de cet accord sont le ministère hongrois de l'Environnement, le groupe MME/BirdLife Hungary, trois grands fournisseurs d'électricité et les projets LIFE-Nature: "Conservation de l'aigle impérial (*Aquila heliaca*) dans le bassin

des Carpathes" (LIFE02 NAT/H/008627) et "Conservation du faucon sacré (*Falco cherrug*) dans le bassin des Carpathes" (LIFE06 NAT/H/000096).

Ce sont les actions et résultats de ces projets LIFE-Nature qui ont ouvert la voie à cet accord national. Dans l'ensemble de l'Europe, plusieurs projets LIFE-Nature mènent des actions similaires pour protéger les oiseaux.

Un autre bon exemple de partenariat de travail bénévole est celui qu'ont conclu la banque portugaise Banco Espírito Santo et l'Institut pour la Conservation de la Nature et la Biodiversité (ICNB) au Portugal. La banque a mis sur pied un prix annuel de la biodiversité (voir encadré) qui récompense des recherches et projets novateurs centrés sur la biodiversité.

Lauréats LIFE du prix portugais de la biodiversité

Deux projets LIFE-Nature ont été couronnés en 2007 par le prix portugais de la Biodiversité décerné par la Banco Espírito Santo. Le premier prix est allé au projet LIFE-Nature "Zones importantes pour les oiseaux marins au Portugal" (LIFE04 NAT/P/000213), plébiscité à l'unanimité par les juges. D'un montant de 75.000 d'euros, il récompense une étude et un travail pédagogique destinés à améliorer la connaissance de la protection des oiseaux marins de l'océan Atlantique. Le projet LIFE-Nature "PRIOLO" (LIFE03 NAT/P/000013) a reçu une mention des juges et un prix de 3.000 d'euros pour son travail de restauration des habitats du bouvreuil dans les Açores. Ce projet a exigé de nouvelles mesures de gestion, l'introduction d'espèces indigènes et l'élimination d'espèces exotiques ainsi que des mesures de surveillance et une série d'activités de sensibilisation de la population locale.

Photo: P.Geraldes

Fou de Bassan, océan Atlantique

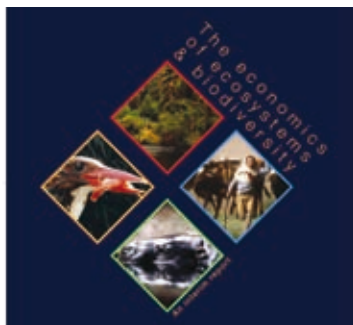


¹ Business and Biodiversity Partnerships:
<http://countdown2010.net/business>

natura

Brèves

Analyse des aspects économiques des écosystèmes et de la biodiversité



Les résultats préliminaires de l'étude intitulée *Review on the Economics of Ecosystems and Biodiversity* ont été présentés à la neuvième Conférence des Parties (CdP-9) à la Convention sur la Diversité Biologique, qui s'est tenue en Allemagne en mai 2008. Cette étude mondiale s'inscrit dans le cadre d'une initiative sur la biodiversité lancée à Potsdam, en Allemagne, en 2007, lors d'une réunion des ministres de l'Environnement du G8 et de cinq grandes économies émergentes.

Le rapport à mi-parcours expose les arguments en faveur d'une évaluation complète de la valeur économique de la biodiversité et des services écosystémiques. Il expose les connaissances les plus récentes sur la perte de biodiversité, le déclin des services écosystémiques et l'impact de ces tendances sur le bien-être humain et les Objectifs de développement pour le millénaire.

Il examine en outre des méthodologies d'évaluation de la biodiversité et des services écosystémiques et propose pour l'avenir une meilleure intégration de l'évaluation dans les mesures de politique, y compris le paiement des services écosystémiques et la comptabilité verte. Le rapport final sera présenté à la Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité Biologique (CDB CdP-10) en 2010.

Sondage sur les attitudes des Européens vis-à-vis de la biodiversité

Un sondage européen sur les attitudes vis-à-vis de la biodiversité révèle qu'une grande majorité des Européens considèrent la perte de diversité biologique comme un grave problème. Ce sondage de novembre 2007 met en lumière la préoccupation des Européens concernant le déclin et l'extinction d'espèces animales et végétales, d'habitats naturels et d'écosystèmes.

Les résultats obtenus montrent que les Européens perçoivent la pollution de l'air et de l'eau et les catastrophes d'origine humaine telles que les marées noires et accidents industriels comme les plus grandes menaces pour la biodiversité (27%). Viennent ensuite le changement climatique (19%), l'intensification de l'agriculture, la déforestation et la surpêche (13%) et la construction de routes, de logements ou de zones industrielles (8%).

L'UE légifère sur la biodiversité depuis les années 70. La pierre angulaire de sa

Photo: European Commission



La pollution de l'air: une menace majeure pour la biodiversité

politique en matière de biodiversité est le réseau Natura 2000, qui couvre actuellement environ 20% de la superficie terrestre totale de l'Union. Toutefois, le sondage Eurobaromètre révèle aussi que les Européens connaissent mal Natura 2000: 80% déclarent n'en avoir jamais entendu parler et, parmi ceux qui en ont entendu parler, peu savent exactement de quoi il s'agit.

Ce sondage montre clairement la nécessité de renforcer les efforts de communication aux niveaux national et européen. Certains États membres ont déjà adopté des initiatives efficaces de communication et il conviendrait d'appliquer plus largement les leçons tirées de celles-ci.

Pour plus d'informations, voir le résumé du rapport Eurobaromètre 2007: http://ec.europa.eu/environment/pdf/flash_eurobarometer_2007_biodiversity_summary.pdf



Carprobrutus edulis s'avère fatal pour la flore naturelle de Minorque.

Photo: LIFE00 NAT/E/007355

Les invités surprises de la nature sous surveillance

La biodiversité européenne est menacée par des espèces allogènes telles que les rats musqués et la berce du Caucase, mais on dispose de peu d'informations sur l'étendue du problème. Ces espèces exotiques invasives peuvent perturber la flore et la faune locales et causer des dommages considérables à la nature et à l'économie. En mars de cette année, la Commission a lancé un sondage en ligne de huit semaines afin de recueillir des suggestions sur la façon de résoudre le plus efficacement possible ce problème au niveau de l'UE. Les résultats de ce sondage serviront de base à une Communication de la Commission sur un cadre européen pour les espèces exotiques invasives, qui sera adopté d'ici la fin de cette année.

"L'Europe s'est engagée à arrêter la perte de biodiversité d'ici 2010", a déclaré le Commissaire européen en charge de l'Environnement, Stavros Dimas. "Nous savons que les espèces invasives sont une des grandes menaces qui pèsent sur la biodiversité et ont souvent une incidence néfaste sur les économies mais il nous manque un système harmonisé pour combattre ce problème et évaluer son impact".

Plan d'Action en faveur de la Biodiversité: rapport 2007 sur la mise en oeuvre

Le premier rapport annuel sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'action de l'UE en faveur de la biodiversité a été publié en janvier 2008. Ce rapport 2007, qui se concentre sur les actions menées au niveau communautaire, révèle quelques progrès dans la réalisation de chacun des objectifs, buts et actions du Plan d'action 2006 en faveur de la biodiversité. Cependant, une grande partie de ces progrès sont liés à des législations existantes, en particulier à la mise en place du réseau Natura 2000. Parmi les importantes nouvelles initiatives, citons le travail mené en vue de créer un cadre européen sur les

espèces exotiques invasives, le renforcement des partenariats entreprises et biodiversité, la communication sur la biodiversité et le lancement d'une analyse des aspects économiques de la perte de biodiversité.

Ce rapport souligne qu'il reste difficile de prouver la réalisation d'importants progrès dans deux domaines: l'intégration de la biodiversité dans d'autres politiques plus générales, relatives au milieu rural et aux environnements marins européens, d'une part, et le renforcement de la compatibilité des développements régional et territorial avec la biodiversité dans l'UE, d'autre part. Il montre par ailleurs qu'il reste nécessaire de renforcer les synergies entre les objectifs liés au changement climatique et à la biodiversité.

Si l'amélioration de la gouvernance mondiale et la lutte contre le commerce illégal du bois ont bien progressé, l'intégration de la biodiversité dans la coopération bilatérale au développement et dans les politiques commerciales de l'UE reste un gros défi.

Entre-temps, la Commission prépare son rapport à mi-parcours 2008, qui évaluera aussi les progrès réalisés par les États membres. La publication à paraître en automne est téléchargeable (http://ec.europa.eu/environment/nature/knowledge/rep_biodiv_ap/pdf/2007_report.pdf). Les annexes détaillées sur les 150 actions sont consultables sur: http://ec.europa.eu/environment/nature/knowledge/rep_biodiv_ap/pdf/2007_report_annex.pdf

CDB CdP 9 et Journée internationale de la Diversité Biologique

La neuvième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité Biologique (CDB CdP 9) s'est déroulée du 19 au 30 mai à Bonn, en Allemagne. Cette réunion de haut niveau, accueillie par l'Allemagne, coïncidait avec la Journée internationale de la biodiversité, le 22 mai 2008, qui avait cette année pour thème "Biodiversité et agriculture" afin de mettre en lumière l'importance de l'agriculture durable non seulement pour préserver la biodiversité mais aussi pour garantir que nous serons à même de nourrir le monde, de maintenir les moyens de subsistance des fermiers et d'améliorer le bien-être humain au XXI^e siècle et au-delà. Pour plus d'informations, visitez le site Internet de la conférence: <http://www.cbd.int/cop9/>

Évaluations des espèces européennes réalisées par l'IUCN

L'IUCN (Union Mondiale pour la Nature) réalise, à la demande de la Commission européenne, une nouvelle étude sur l'état de conservation des espèces européennes, basée sur les listes rouges européennes. D'une durée de 36 mois, cette étude produira plusieurs évaluations d'espèces européennes aux niveaux paneuropéen et de l'UE (27 États membres), d'après les critères et lignes directrices de la Liste rouge mondiale de l'IUCN, largement reconnus, pour classer les espèces en fonction de leur risque d'extinction. Cette étude produira des Listes rouges européen-

nes pour les espèces suivantes:

- amphibiens et reptiles ;
- libellules, papillons et insectes saproxyliques ;
- mollusques et certaines familles de plantes vasculaires.

Les premiers résultats des évaluations d'espèces européennes d'amphibiens et de reptiles devraient être connus à la fin de 2008. Viendront ensuite les Listes rouges pour les libellules, les papillons et les insectes saproxyliques (fin 2009), puis pour les mollusques et les plantes vasculaires (fin 2010).

Les informations recueillies sur chaque espèce comprendront la taxonomie, l'aire de répartition géographique, l'état de la répartition en Europe, les



Agrion de Mercure (Coenagrion mercuriale).

populations, l'habitat et l'écologie, les principales menaces et les mesures de conservation. Ces évaluations compléteront l'évaluation européenne pour les mammifères, publiée en mai 2007. Voir:

<http://ec.europa.eu/environment/nature/conservation/species/ema/index.htm>.

Fiche d'information Natura 2000



Une nouvelle source d'informations sur le réseau Natura 2000 est maintenant disponible. Elle mentionne les faits majeurs et des informations actualisées sur les récents progrès réalisés en rapport avec les listes existantes (régions atlantique, boréale, continentale, alpine, macaronésienne, méditerranéenne) et les nouvelles listes (région pannonienne).

http://ec.europa.eu/environment/nature/info/pubs/docs/nat2000/factsheet_fr.pdf

Modalités de remise de prix aux partenaires de Natura 2000

La Commission a lancé un nouveau programme destiné à récompenser les personnes, organisations ou institutions qui se sont avérées particulièrement efficaces en matière de gestion des sites Natura 2000 et de communication sur ces sites. Les prix annuels "Partenaires Natura 2000" seront décernés à partir de 2009. Est éligible toute institution ou organisation du secteur public ou privé – en ce compris toute autorité locale, municipalité, ONG, entreprise, ferme, propriétaire terrien, organisme de tourisme ou de loisirs, etc. – qui a apporté une contribution particulière à la gestion intégrée de sites Natura 2000 ou a sensibilisé à l'existence de ces sites. La sélection sera faite chaque année par des comités nationaux de sélection qui seront mis sur pied par les autorités compétentes des États membres. Ces prix comprendront notamment la mention "Partenaire Natura 2000 de l'année". La Commission communiquera les noms des lauréats sélectionnés parmi les partenaires Natura 2000 retenus par les autorités nationales.

Plan d'action de l'UE en faveur de la biodiversité: brochure et affiches



Le plan d'action de l'UE visant à enrayer la perte de biodiversité d'ici 2010 et, en particulier, le Plan d'action en faveur de la biodiversité sont expliqués

dans cette brochure d'information, qui donne également des exemples d'actions de mise en œuvre. Les affiches illustrant des objectifs sélectionnés de ce plan sont aussi disponibles. Téléchargez la brochure "Le Plan d'action communautaire en faveur de la biodiversité – Enrayer la diminution de la biodiversité à l'horizon 2010 et au-delà" à l'adresse:

http://ec.europa.eu/environment/nature/info/pubs/docs/brochures/bio_brochure_fr.pdf et les affiches:

http://ec.europa.eu/environment/nature/info/pubs/posters_en.htm

Conférence paneuropéenne sur les grands carnivores

Cet événement paneuropéen, organisé les 10 et 11 juin à Postojna, en Slovénie, examine le travail sur les orientations pour les plans de gestion des populations de grands carnivores (ours brun, loup, lynx eurasiens, glouton). Il s'agit d'une initiative lancée par la Commission il y a plus de deux ans. Le travail sur ces orientations, mené pour le compte de la Commission par l'Initiative Grands Carnivores pour l'Europe, a nécessité



Photo: LIFE00 NAT/H/007182

Le lynx eurasiens (*Lynx lynx*) a été réintroduit avec succès dans certaines régions d'Europe.

de longues discussions avec les États membres, dont 15 ateliers nationaux et/ou internationaux sur cette période de deux ans.

Sixième Conférence européenne sur la restauration écologique



En septembre, la Society for Ecological Restoration organise à Gand, en Belgique, une conférence internationale qui abordera les faits nouveaux en matière de restauration écologique en Europe. L'événement "Vers

un avenir durable pour les écosystèmes européens – Donner des orientations de restauration pour les habitats et les espèces Natura 2000", aura lieu du 8 au 12 septembre 2008. Des exposés, ateliers, sessions de posters et excursions offriront une occasion unique d'échanger connaissances, expériences et bonnes pratiques dans le réseau Natura 2000. Pour plus d'informations, consultez le site Internet: <http://www.ser2008.be>

Congrès mondial de la nature de l'IUCN

Plus de 8.000 des principaux décideurs mondiaux en charge du développement durable (gouvernements, ONG, entreprises, ONU, universitaires) assisteront au Congrès mondial de la nature de l'IUCN, qui se tiendra cette année à Barcelone, du 5 au 14 octobre. Les thèmes abordés par cet événement de 10 jours comprendront le changement climatique, la sauvegarde d'un environnement sain et la diversité mondiale. Pour plus d'informations, voir:

http://cms.iucn.org/news_events/events/congress/index.cfm

LIFE et les zones humides d'Europe: restaurer un écosystème vital



Les écosystèmes des zones humides contiennent une part importante de la biodiversité européenne. Ils offrent des conditions idéales pour une grande variété d'habitats

et d'espèces et sont particulièrement importants pour les oiseaux. Cette brochure présente une sélection de projets de zones humides qui ont reçu un cofinancement au titre du programme européen LIFE depuis 1992. Publiée par la Commission en 2007, cette brochure de 68 p. est disponible en anglais à partir de la section "Publications" du site Internet LIFE:

<http://ec.europa.eu/environment/life/>



Editeurs: Wendy Jones et João Pedro Silva. **Coordinateurs:** Eamon O'Hara (Astrale GEIE - AEIDL), Patrick Murphy, Susanne Wegefelt (DG ENV.B.2) et Simon Goss (DG ENV.E.4). **Rédacteurs:** Justin Toland, Jon Eldridge. **Design:** Daniel Renders - Anita Cortes (Astrale GEIE - AEIDL).

Ont également contribué à ce numéro: Michael O'Briain, Andras Demeter, Mark Day et Zbigniew Karpowicz, RSPB (UK), Barney Dickson (Fauna & Flora International).

Cette lettre d'information qui paraît deux fois par an est disponible en anglais, français, allemand, espagnol et italien. Pour la recevoir, abonnez-vous sur le site: http://ec.europa.eu/environment/nature/info/pubs/natura2000nl_en.htm

Pour de plus amples informations sur LIFE et les projets LIFE-Nature: <http://ec.europa.eu/environment/life/>



La lettre d'information Natura 2000 n'exprime pas forcément l'opinion officielle de la Commission européenne. Toute reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.



Imprimé sur papier recyclé ayant reçu l'écolabel européen pour le papier graphique (<http://ec.europa.eu/environment/ecolabel>)